



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/06/2016

Publication : 30/06/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.06/11

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 27 juin 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **28 juin 2016**.

L'an deux mille seize, le **27 juin** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **20 juin 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU** (jusqu'à 20h), Jean-Pierre **QUEMION**, Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Valérie **LEDOUX**, Estelle **FERON**, Stéphanie **ONFROY**, Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Nordine **HASSINI**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Olivier **LARDANS** (Pouvoir à Dominique **THINNES**), Emmanuel **DELINEAU** à partir de 20h (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Gérard **DELAHAYS** (Pouvoir à Valérie **LEDOUX**), Marie-Paule **DESHAYES** (Pouvoir à Nicole **LANGLOIS**), Sophie **CAPELLE** (Pouvoir à Stéphanie **ONFROY**), Karine **LOUISET** (Pouvoir à Daniel **FIDELIN**), Pascal **DUMESNIL** (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Absent excusé

Gilles **LEBRETON**.

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 27 juin 2016

2016.06/11

RESSOURCES HUMAINES - Remboursement des frais versés par le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante – Autorisation

Monsieur Gilbert FOURNIER, Adjoint au Maire. – Le Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante est un organisme qui a été créé par l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 afin d'apporter une indemnisation complémentaire au régime des maladies professionnelles et d'assurer une réparation intégrale des dommages causés par l'amiante aux victimes.

Le FIVA indemnise les personnes malades ou leurs ayants droit quel que soit leur régime de protection sociale.

L'article 53 alinéa 1^{er} de la loi n° 2000 – 1257 du 23 décembre 2000 dispose que le FIVA ayant indemnisé une victime ou ses ayants droit, est subrogé dans les droits que ceux-ci possèdent contre la personne responsable du dommage ainsi que contre les personnes ou organismes tenus à un titre quelconque d'en assurer la réparation totale ou partielle dans la limite des prestations à la charge de ces derniers.

En l'espèce, suite au décès de Monsieur Michel HEMET agent municipal, ses ayants droit ont saisi la commission de réforme afin que sa maladie soit reconnue imputable au service. La commission de réforme a statué et a reconnu l'imputabilité de la maladie de Monsieur HEMET à l'exercice de ses fonctions. Les ayants droit de Monsieur HEMET ont demandé réparation des préjudices subis auprès du FIVA. Leur demande a été déposée le 21 mars 2014.

Après examen de cette demande, le FIVA a indemnisé les ayants droit de Monsieur HEMET en leur accordant la somme de 181 300 €.

Le FIVA s'est ensuite retourné contre la ville de Montivilliers afin d'obtenir le remboursement des sommes versées conformément aux dispositions réglementaires précitées.

Par conséquent, il appartient à la Ville de Montivilliers de **rembourser directement au FIVA les sommes versées auprès des ayants droit de Monsieur HEMET à hauteur de 181 300 €**. Un échelonnement des versements a d'ores et déjà été demandé auprès du FIVA.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2016 ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des Fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 ;

VU la délibération du 30 mars 2016 du budget primitif 2016

VU le rapport de Monsieur FOURNIER, Adjoint au Maire en charge des Ressources Humaines ;

CONSIDERANT

- qu'il appartient à la Ville de Montivilliers de rembourser au FIVA les frais versés aux ayants droit de Monsieur Michel HEMET suite à son décès d'une maladie professionnelle reconnue imputable au service ;
- que le Trésorier sollicite une délibération du conseil municipal pour autoriser le remboursement du FIVA ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de rembourser** au FIVA la somme de 181 300 € correspondant à l'indemnisation versée aux ayants droit de Monsieur Michel HEMET ; la dépense sera échelonnée sur plusieurs exercices en accord avec le FIVA, dont 36 000€ au titre de l'exercice 2016.

Exercice 2016
Budget Principal
Fonction 01
Compte 62878

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Le Maire